

Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse d'Emmanuel Todd

Francis Gingras

Number 256, Spring 2016

Sacrer ou se taire : actualité de la censure

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/82637ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gingras, F. (2016). *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse* d'Emmanuel Todd. *Spirale*, (256), 47–49.

INÉGALITÉS VOILÉES

PAR FRANCIS GINGRAS

QUI EST CHARLIE ? SOCIOLOGIE D'UNE CRISE RELIGIEUSE

d'Emmanuel Todd

Seuil, 252 p.

L'assassinat de journalistes et de dessinateurs dans les locaux du journal satirique *Charlie Hebdo* a ramené à l'avant-plan la question de la censure avec une violence et une brutalité dont nous nous croyions naïvement à l'abri dans un Occident qui définit largement sa modernité par des libertés de tout ordre : commerciale, sexuelle, démocratique, avec la liberté de la presse en bonne place dès la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et le Premier amendement à la Constitution américaine de 1791. Depuis cette période, qui correspond à ce que les historiens retiennent généralement comme point de bascule dans la période « contemporaine », la censure n'a pas cessé de s'exercer, mais elle a généralement reculé dans le monde occidental où elle a pris des formes plus insidieuses (économiques ou administratives, entre autres), tout en entretenant l'illusion d'un monde enfin libéré du joug de l'*Index* et des pudibonderies en formes de feuilles de vigne. Les attentats du 7 janvier 2015 à Paris – dont l'écho barbare a résonné de manière assourdissante le 13 novembre dernier – sont venus ébranler les assises de nos certitudes démocratiques et libérales.

À CERTAINS ÉGARDS, LE LIVRE D'EMMANUEL TODD EST MÊME SALUTAIRE PUISQU'IL INTERROGE L'UNANIMISME, TOUJOURS INQUIÉTANT, CELUI QUI PERMET DE JUSTIFIER TOUS LES ÉTATS D'URGENCE.

Le débat qui s'en est suivi (et qui est loin d'être terminé) a rappelé le lien étroit entre liberté d'expression et liberté de culte. L'article de la *Déclaration* de 1789 qui précède immédiatement celui sur « *la libre communication des pensées*

et des opinions » précise que « *nul ne doit être inquieté pour ses opinions, même religieuses* », de même que le Premier amendement de la Constitution américaine concerne aussi bien la liberté de la presse que celle d'exercer librement sa religion. Que la discussion sur la censure relancée par les événements de 2015 glisse vers une réflexion plus générale sur la place de la religion dans la société semble donc tout à fait naturel, ce dont témoigne le livre d'Emmanuel Todd, *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*, écrit en réaction aux attentats de *Charlie Hebdo*, mais plus directement encore à la suite des grandes manifestations de soutien du 11 janvier 2015.

Une polémique inutilement bruyante

Dès sa parution (et vraisemblablement avant même d'avoir été lu par certains de ses premiers détracteurs, au nombre desquels on compte jusqu'au Premier ministre français Manuel Valls), le livre d'Emmanuel Todd a suscité une vive réaction, liée en partie à la voix discordante qu'il faisait entendre dans l'harmonie parfaite de l'unité nationale – et internationale – affichée le 11 janvier, mais surtout par ses explications sur les valeurs profondes qu'il croit y déceler : atavisme catholique, discours inégalitaire et phobie du religieux dans une République en crise.

La polémique qui a entouré le livre pourrait laisser penser qu'il s'agit d'un brûlot écrit dans l'émotion de l'événement et dans un style volontairement provocateur, à l'instar d'un certain nombre d'ouvrages à succès parus récemment, comme *La Seule exactitude* d'Alain Finkielkraut (encensé par l'inénarrable Mathieu Bock-Côté dans les pages du *Figaro* en octobre dernier), *Le Suicide français* d'Éric Zemmour, auteur condamné en décembre 2015 pour incitation à la haine raciale, ou *Soumission*, le roman d'anticipation terrifié (ou terrifiant) de

Michel Houellebecq paru le jour même des attentats de *Charlie Hebdo*. Si le livre n'est pas exempt de dérapages rhétoriques (qui ont cependant été plus marqués dans les entretiens accordés lors de sa sortie), il n'en demeure pas moins qu'il s'agit pour l'essentiel d'une analyse fondée sur des données sociologiques et démographiques qui ont le mérite d'être exposées clairement, sous forme de cartes, de graphiques et de tableaux. Bien que l'auteur reconnaisse d'emblée que « *le ton de cet essai, écrit sous le coup de l'exaspération, n'est pas académique* », il n'en demeure pas moins qu'il s'agit là davantage d'une réflexion étayée sur la situation religieuse de la France actuelle que d'un pamphlet multiculturaliste et antilaïque, tel qu'on l'a parfois décrit et décrié.

À certains égards, le livre d'Emmanuel Todd est même salutaire puisqu'il interroge l'unanimité, toujours inquiétant, celui qui permet de justifier tous les états d'urgence. L'ouvrage procède par des mises en relation de données démographiques et sociologiques, rapprochant par exemple la carte illustrant l'intensité des manifestations dans les villes françaises de celle de la composition sociale des villes et de leur empreinte catholique. Il en ressort que le pourcentage de la population qui a manifesté le 11 janvier est plus élevé dans des villes où l'empreinte catholique est restée relativement forte et où les classes moyennes supérieures (cadres et professions intellectuelles) sont le mieux représentées. De manière plus inattendue, Emmanuel Todd introduit dans le débat la question de l'égalité, de plus en plus souvent évacuée dans un monde qui en a surtout, depuis plus d'un quart de siècle maintenant, pour la liberté, tout particulièrement dans sa variante économique (liberté d'échanges et de circulation).

Valeurs latentes et points aveugles

Pour Emmanuel Todd, cette variable « égalité » s'éclaire à partir de la structure familiale étudiée comme facteur anthropologique qui permet de distinguer deux France : celle du Bassin parisien et de la façade méditerranéenne, marquée par l'égalité entre les frères dans la transmission du patrimoine, et celle du Sud-Ouest, de la Bretagne côtière, de l'Alsace, des régions Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais, où les structures familiales reposaient plutôt sur le droit d'aînesse. Après avoir corrélé ces structures et la déchristianisation progressive du pays depuis la Révolution (plus rapide dans les régions égalitaires et se perpétuant dans les autres sous une forme qu'il appelle « *catholicisme zombie* »), l'historien et démo-

graphe fait le lien entre ces deux France et le vote au référendum de Maastricht en 1992 et à celui sur le traité constitutionnel européen de 2005. Il constate un coefficient de corrélation relativement élevé entre la pratique catholique résiduelle et le vote en faveur du traité de Maastricht en 1992, corrélation géographique qui baisse considérablement lors du vote en faveur du traité constitutionnel de 2005, alors que le vote pour le « oui » se concentrait dans la partie aisée de la région parisienne et dans les classes supérieures de la population (19 % des ouvriers ont voté « oui » contre 62 % des cadres supérieurs). Il en conclut que la Monnaie unique a remplacé le Dieu unique pour une partie importante des Français, mais que la crise de foi qui se généralise depuis à l'égard du projet européen (à laquelle il faut ajouter la disparition du Parti communiste français) laisse la France dans un vide métaphysique où elle serait à la recherche d'un « *adversaire structurant* », ce que lui fournirait opportunément l'islam.

LA PRINCIPALE FAIBLESSE DU LIVRE D'EMMANUEL TODD VIENT DE SA MÉTHODE MÊME QUI SUPPOSE EN FAIT UNE CERTAINE ANHISTORICITÉ, VOIRE UN DÉTERMINISME SOCIOGÉOGRAPHIQUE DES POPULATIONS.

Si la volonté de trouver, à partir de données probantes, les « *valeurs latentes* » derrière un rassemblement de plusieurs millions de personnes est louable, certaines affirmations du livre de Todd laissent perplexe. Par exemple, l'idée selon laquelle « *on ne saurait souligner assez la violence rentrée dans la manifestation du 11 janvier* » semble faire abstraction du fait que ces regroupements imposants, qui ont du reste été particulièrement pacifiques, répondaient à une violence bien réelle, exprimée le 7 janvier par les frères Kouachi, événements qui restent par ailleurs très en retrait dans le livre d'Emmanuel Todd. De même, quand il écrit quelques lignes plus loin, que « *des millions de Français se sont précipités dans les rues pour définir comme besoin prioritaire de leur société le droit de cracher sur la religion des faibles* », l'expression caricaturale fait abstraction du fait qu'il s'agissait bien moins de défendre le droit de blasphémer (ce qui avait déjà été fait sans que des millions de personnes descendent dans les rues au moment de l'affaire des caricatures danoises) que de refuser absolument le droit de tuer au nom d'un mot ou d'un dessin, même offensant.

Rappels salutaires et hypothèses fragiles

Les formules lapidaires de Todd font écran à la mise en garde nécessaire que le livre développe par ailleurs contre une possible instrumentalisation d'un groupe minoritaire, dans ce qui pourrait devenir de l'islamophobie. Car, à cet égard, le propos d'Emmanuel Todd est à la fois nuancé et très clair : il réitère le droit absolu au blasphème et celui de considérer les attaques contre un groupe dominé comme une marque de lâcheté. Contrairement à ce qu'ont écrit ceux qui en ont fait un tenant du modèle communautariste ou, pire sous leur plume, d'un « modèle américain », Emmanuel Todd réitère en réalité sa conviction que l'assimilation dans la République est un horizon souhaitable et même nécessaire, relevant fort à propos que le nombre de mariages mixtes en France interdit de réduire la peur de l'islam à une question de race. L'ouvrage de Todd insiste à juste titre sur les facteurs socioéconomiques qui ralentissent l'assimilation des enfants d'immigrés, notamment les jeunes musulmans.

La solution qu'il propose (accorder à l'islam ce qui a été accordé au catholicisme dans la longue marche vers la laïcité) relève en quelque sorte de ce que l'on a appelé ici les « accommodements raisonnables », bien que la ligne qu'il trace soit beaucoup plus clairement laïque que celle adoptée par les politiques et par les tribunaux canadiens (par exemple, il précise que « *l'interdiction du foulard islamique dans les établissements scolaires, qui symbolise l'égalité des femmes et l'exigence française d'exogamie, est une bonne chose* »). Il s'en prend en revanche à ceux qui, au nom d'une laïcité mal comprise, croient impossible la cohabitation du Coran et du Code civil ou qui refusent, toujours sous prétexte d'idéal laïque et républicain, la construction de mosquées ou la présence de boucheries halal. Il est dommage que cette position, bienvenue au terme d'une démonstration étayée, ait été quelque peu diluée dans le brouhaha médiatique qui a entouré la sortie de l'ouvrage.

Il faut dire que le livre prête le flanc par ces formules dont j'ai déjà dit ce qu'elles pouvaient avoir d'approximatif, voire de carrément choquant, comme la comparaison indécente qu'il opère entre les enfants juifs tués par Mohamed Merah à Toulouse en 2012 et la tuerie de *Charlie Hebdo* : « *Car il est clair qu'assassiner des enfants, ou des hommes, simplement parce qu'ils sont juifs, est plus ignoble encore que de massacrer une rédaction engagée dans un combat* », écrit-il. Dans cette gradation obscène

de morts qui l'auraient plus ou moins cherché, Todd laisse entrevoir une crainte qui traverse tout l'ouvrage sans pourtant faire l'objet d'une analyse statistique ou démographique du même ordre que les autres mouvements abordés par l'auteur : celle d'une montée généralisée de l'antisémitisme qui accompagnerait la montée en puissance de l'islamophobie.

La principale faiblesse du livre d'Emmanuel Todd vient de sa méthode même qui suppose en fait une certaine anhistoricité, voire un déterminisme sociogéographique des populations. Son modèle repose sur l'hypothèse d'un fond anthropologique qui se perpétuerait dans un espace donné, en dépit de la mobilité géographique des individus, par ce qu'il appelle la « *mémoire des lieux* ». Par son nom même, ce concept pointe dangereusement vers ce que la sociologie américaine a de longue date dénoncé comme *ecological fallacy*, c'est-à-dire le danger d'induire des conclusions sur les individus à partir de données tirées de l'environnement d'un groupe (état, région, ville). De même, si l'on peut reconnaître, à la suite de Max Weber, que des cadres idéologiques, notamment religieux, peuvent contribuer à expliquer l'action sociale et à comprendre des comportements particuliers comme le rationalisme occidental ou l'esprit du capitalisme, on reste dubitatif sur l'imperméabilité des structures familiales aux transformations sociales et politiques qui les affectent pourtant très directement, surtout dans la longue durée.

Malgré ces réserves certaines qui invitent à accueillir avec la plus grande prudence les conclusions de l'auteur sur les fondements sociologiques de la crise actuelle, il n'en demeure pas moins que ce livre mérite mieux que le vacarme médiatique qui l'a entouré. Il présente l'intérêt de refuser le discours unanimiste et de chercher ce qui peut se cacher derrière les prétentions à l'unité nationale. Il a aussi l'immense mérite de rappeler la dimension économique occultée par la crise de la laïcité. Le modèle allemand, adopté et même promu par la gauche française, qu'il trouve ou non son origine dans des structures anthropologiques familiales inégalitaires, s'impose aujourd'hui clairement à l'ensemble de l'Europe, et même au-delà. Ce que le livre d'Emmanuel Todd rappelle utilement, bien que maladroitement, c'est que des manifestations pour la liberté d'expression ne devraient pas nous détourner de revendiquer davantage d'égalité, idée que les discours économiques de notre temps ont réussi à censurer avec une terrifiante efficacité. ■